



LES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

SARTHE

SITUATION AU 31 OCTOBRE 2014



LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En octobre 2014, **177** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en progression de **6%** par rapport à octobre 2013. Les licenciés avec dispositif représentent **71,8%** de l'ensemble et affichent une hausse de **14,4%**.

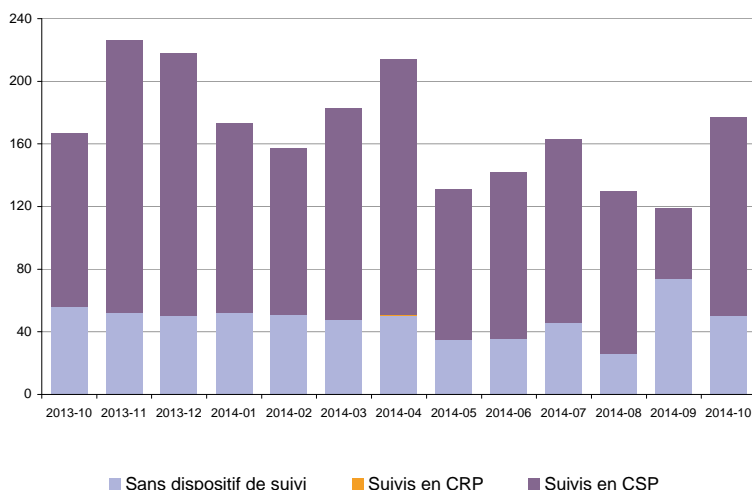
En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques augmente nettement de novembre 2012 à mai 2013. La valeur moyenne mensuelle fléchit depuis plusieurs mois (**142** licenciements en octobre 2014).

En un an, **2 033** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département de la Sarthe (soit une baisse de **12%**).

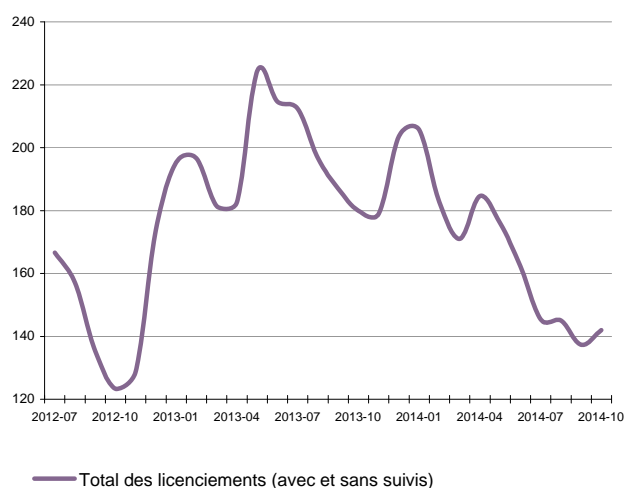
SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- Leurs caractéristiques socio-démographiques
- 2-3 La DEFM avec dispositif

LES INSCRIPTIONS SUITE A LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE



MOYENNE MOBILE SUR TROIS MOIS



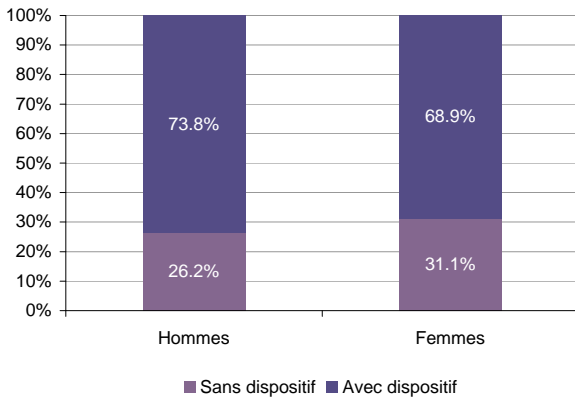
		Licenciés économiques			dont avec dispositif de suivi		dont CRP	dont CTP	dont CSP
		dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%				
Valeur mensuelle	oct-14	177	28.2%	127	71.8%			127	
	oct-13	167	33.5%	111	66.5%			111	
	Evolution	6.0%	-10.7%	14.4%			14.4%		
Cumul sur 3 mois	oct-14	426	35.2%	276	64.8%			276	
	oct-13	540	33.1%	361	66.9%			361	
	Evolution	-21.1%	-16.2%	-23.5%			-23.5%		
Cumul sur 12 mois	oct-14	2 033	28.0%	1 463	72.0%	NC	NC	1 462	
	oct-13	2 311	27.6%	1 674	72.4%			1 674	
	Evolution	-12.0%	-10.5%	-12.6%		NC	NC	-12.7%	

Source Persee

Information méthodologique : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIÉS ECONOMIQUES

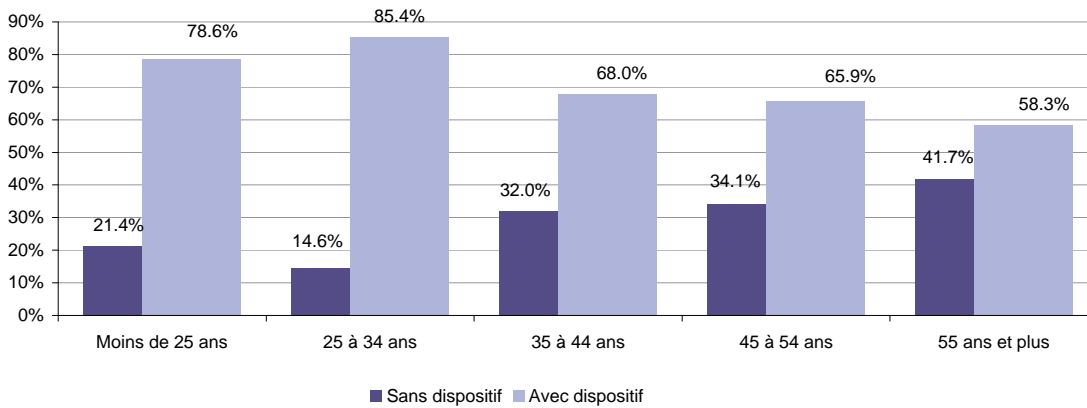
RÉPARTITION PAR SEXE



En octobre 2014, la proportion des hommes licenciés économiques avec un dispositif (**73,8%**) est plus importante que celle des femmes (**68,9%**).

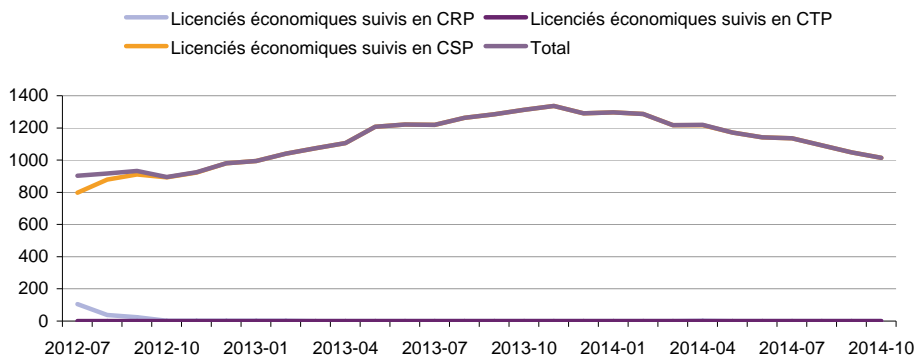
Toutes les tranches d'âge ont adhéré majoritairement à un dispositif (de **58,3%** à **85,4%**).
La tranches d'âge de 25 à 34 ans affiche le taux d'adhésion le plus élevé.

RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



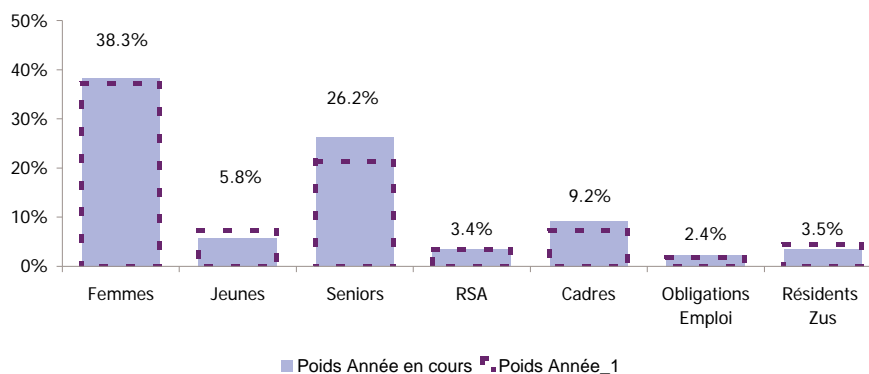
LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

ÉVOLUTION DES DEFM



	oct-12	oct-13		oct-14	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	894	1 313	46.9%	1 015	-22.7%
dont CRP	1				
dont CTP					
dont CSP	893	1 313	47.0%	1 015	-22.7%

	oct-13		oct-14		Evolution annuelle
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	
Femmes	488	37.2%	389	38.3%	-20.3%
Moins de 25 ans	97	7.4%	59	5.8%	-39.2%
50 ans et plus	281	21.4%	266	26.2%	-5.3%
Revenus de Solidarité Active	45	3.4%	35	3.4%	-22.2%
Cadres	96	7.3%	93	9.2%	-3.1%
Obligations d'emploi	25	1.9%	24	2.4%	-4.0%
Résidents Zone Urbaine Sensible	59	4.5%	36	3.5%	-39.0%



Source Persee

Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASRr). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information.

Contact : statspdl@pole-emploi.fr

Directeur de publication :
Karim KHETIB

Directeur de la rédaction :
Josette BARREAUD

Conception et réalisation:
Service Statistiques, Etudes et Evaluation
Catherine MOULIN et Brigitte VIGOUROUX